

ATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



47882



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/FMAB/5
1 juillet 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des Ministres des finances
pour la création d'une Banque africaine
de développement
Réunion préparatoire:
Khartoum, 16 - 27 juillet 1963
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE PROTOCOLE CONCERNANT L'ACCORD
PORTANT CREATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
ET RELATIF A LA DESIGNATION ET AUX OBLIGATIONS DU MANDATAIRE (TRUSTEE)
(préparé par le Secrétaire exécutif)

KHAR-63-14

63-2280

PROJET DE PROTOCOLE CONCERNANT L'ACCORD
PORTANT CREATION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
ET RELATIF A LA DESIGNATION ET AUX OBLIGATIONS DU MANDATAIRE (TRUSTEE)

LES GOUVERNEMENTS au nom desquels est signé le présent Protocole;

SIGNATAIRES de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement (dénommé ci-après l'Accord);

CONSIDERANT que le paragraphe 1 de l'Article 67 de l'Accord prévoit la désignation d'un Mandataire (Trustee) aux fins définies dans ledit paragraphe et au paragraphe 5 de l'Article 7 de l'Accord;

PRENANT ACTE de la déclaration faite, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, par le Secrétaire exécutif de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, lors de la Conférence des Ministres des finances sur la création d'une banque africaine de développement, tenue à Khartoum du juillet au août 1963, affirmant que le Secrétaire général prendra les décisions et s'acquittera des obligations qui incombent au Mandataire (Trustee) conformément aux dits articles de l'Accord et au présent Protocole;

SONT CONVENUS des dispositions ci-après:

Article premier

Le Secrétaire général des Nations Unies (dénommé ci-après "le Mandataire") est, par les présentes, institué Mandataire aux fins définies au paragraphe 5 de l'Article 7 et au paragraphe 1 de l'Article 67 de l'Accord.

Article 2

a) Le Mandataire, en toutes circonstances, maintient la totalité de l'or et des monnaies reçues des Signataires de l'Accord conformément aux dispositions de l'Article 7 dudit Accord, ainsi que tout revenu qui en provient et s'y ajoute (ces monnaies et ce revenu, dans leur totalité, étant dénommés ci-après "les fonds reçus"), entièrement séparés et distincts de tous les autres avoirs et comptes, dans un compte spécial dénommé "Compte mandataire 'Banque africaine de développement' des Nations Unies".

b) Le Mandataire ne détient, n'emploie, n'engage, n'investit, ne transfère ou n'utilise de quelque autre manière l'or ou les fonds reçus, en totalité ou en partie, si ce n'est dans les conditions prévues par le présent Protocole.

c) Le Mandataire peut

i) déposer les fonds reçus ou une partie de ces fonds dans un compte de dépôt dénommé "Compte de dépôt de la Banque africaine de développement" pour une durée qui ne dépassera pas six mois moyennant le service d'intérêts et des dispositions lui permettant de retirer les dits fonds ou une partie de ces fonds à tout moment sous réserve d'un préavis de dix jours;

ii) investir les fonds reçus ou une partie de ces fonds en valeur d'Etat libellées et payables dans une monnaie convertible, et venant à échéance dans les six mois qui suivent la date d'achat.

Article 3

Le Mandataire convoquera la première assemblée du Conseil des Gouverneurs de la Banque africaine de développement (dénommée ci-après "la Banque") qui se tiendra dans les trente jours suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 4

Le Mandataire transfèrera l'or et les fonds reçus à la Banque dès la date de la première assemblée du Conseil des Gouverneurs et communiquera en même temps au Conseil un état des comptes relatifs à l'or et aux fonds reçus, certifié conformément aux procédures de vérification des comptes des Nations Unies.

Article 5

Si l'Accord n'est pas entré en vigueur au 1er juillet 1965^{1/}, le Mandataire, le 15 juillet 1965 au plus tard, reversera aux Signataires

^{1/} Voir Article 65 de l'Accord et la note 2 qui l'accompagne (E/CN.14/FMAB/4/Add.1).

de l'Accord la totalité de l'or et des devises qu'il avait reçus d'eux, conformément aux dispositions de l'Article 7 dudit Accord et répartira les revenus qui proviendraient de ces monnaies en proportion des sommes qu'il avait reçues, compte tenu de la période pendant laquelle ces sommes ont produit des revenus. En même temps, le Mandataire remettra aux Etats signataires un état des comptes relatifs à l'or et aux fonds reçus, certifié conformément aux procédures de vérification des comptes des Nations Unies.

Article 6

a) Chaque Signataire de l'Accord deviendra partie au présent Protocole conformément à l'alinéa b) du présent Article.

b) Le présent Protocole, déposé auprès du Dépositaire de l'Accord, restera ouvert à la signature des Signataires de l'Accord jusqu'au 31 décembre 1963^{1/}

c) Le Dépositaire de l'Accord remettra des copies certifiées conformes de ce Protocole aux Gouvernements signataires et donnera avis de chaque signature et de la date respective aux autres Gouvernements signataires.

Article 7

a) Le présent Protocole sera soumis à la ratification ou à l'acceptation des Gouvernements signataires. Les Gouvernements signataires déposeront les instruments de ratification ou d'acceptation auprès du Dépositaire de l'Accord. Le Dépositaire donnera avis de chaque dépôt et de la date respective aux autres Gouvernements signataires.

b) Le présent Protocole entrera en vigueur lors du dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les Signataires de l'Accord.

c) Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent et en attendant l'entrée en vigueur du présent Protocole dans les conditions qui y sont prévues, les Gouvernements signataires sont convenus, afin de lui donner

1/ Voir Article 64 de l'Accord (E/CN.14/FMAB/4/Add.1).

promptement et dûment suite, que le présent Protocole prendra effet à la date d'applicabilité, c'est-à-dire, aussitôt qu'il aura été signé au nom des (douze) Signataires de l'Accord dont les souscriptions initiales, telles qu'elles sont fixées dans l'Annexe A au dit Accord, représentent au total 65 pour cent au moins du capital-actions autorisé de la Banque.

Chaque Gouvernement signataire appliquera les dispositions du présent Protocole à compter de la date d'applicabilité ou de la date à laquelle il l'aura signé, selon celle des deux qui est postérieure à l'autre, comme si le Protocole était entré en vigueur dès la date d'applicabilité.

d) Le Dépositaire de l'Accord donnera avis aux Gouvernements signataires de la date d'applicabilité.

FAIT à , le jour, mil neuf cent soixante-trois, en un exemplaire unique en langue anglaise et en langue française, les deux langues faisant également foi.